Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio

Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft

Band: 29 (1911)

Heft: 64

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 24.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

№ 64 XXIX. Jahrgang Bern, Montag, 13. März 1911 Berne, Lundi, 13 mars XXIXme année № 64

Abonnemente:
Schweiz: Jährlich Fr. 6
2tes Semester » 3
Ausland: Zuschlag des Porto
Es kann nur bei der Post abonniert werden
Preis einzelner Nummern 15 Cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Abonnements:
Suisse: un an fr. 6
2e semestre » 3
Etranger: Plus frais de port
On s'abonne exclusivement aux offices postaux
Prix du numéro 15 cts.

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich ausgenommen Sonn- und Feiertage | Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement

Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce | Paraît 1 à 2 fois par jour les dimanches et jours de fête exceptés

Annoncen-Regie: HAASENSTEIN & VOGLER
Insertionspreis: 25 Cts. die fünfgespaltene Petitzeile (für das Ausland 35 Cts.)

Régie des annonces: HAASENSTEIN & VOGLER
Prix d'insertion: 25 cts. la ligne (pour l'étranger 35 cts.)

Diese Nummer umfasst acht Seiten — Ce numéro renferme huit pages

Inhalt — Sommaire

Abhanden gekommene Werttitel (Titres disparus). — Handelsregister. — Registre du commerce. — Wirtschaftslage in Colorado (Vereinigte Staaten). — Eidgenössische Zollverwaltung. — Französische Seidenproduktion. — Presse.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Die Amortisation folgender Titel wird begehrt:

1) Der auf den Inhaber lautenden Obligation Nr. 205,507 der schweizerischen Volksbank in Basel über Fr. 5000, ausgestellt am 30. Juni 1908, nebst Talon und acht Halbjahrescoupons, fällig jeweilen am 1. Februar und am 1. August der Jahre 1910 bis 1913.

2) Der auf den Inhaber lautenden Obligation Nr. 9086 der Basler Kantonalbank in Basel über Fr. 1000, ausgestellt am 1. Februar 1906, nebst Talon und zwei Halbjahreszinscoupons, fällig am 30. Juni und am 31. Dezember 1910.

Gemäss Beschluss des Zivilgerichtes des Kantons Basel-Stadt vom 21. Februar wird der allfällige Inhaber dieser Titel hiemit aufgefordert, dieselben innert drei Jahren, also bis spätestens den 25. Februar 1914, der Unterzeichneten vorzuweisen, sonst würden sie nach Ablauf der Frist kraftlos erklärt. (W 36[2])

Basel, den 25. Februar 1911.

Zivilgerichtsschreiberei.

Der unbekannte Inhaber der zwei vierprozentigen Kassascheine auf die Schweizerischen Bundesbahnen 1908 von je Fr. 5000, Nr. 3352 und 3353, auf den Inhaber lautend, wird hiermit aufgefordert, diese Titel binnen einer Frist von 3 Jahren, von dem Tage des erstmaligen Erscheinens dieser Aufforderung im Schweiz. Handelsamtsblatte an gerechnet, beim unterzeichneten Richter vorzulegen, widrigenfalls die Amortisation ausgesprochen würde. (W 42[2])

Bern, den 28. Februar 1911.

Der Gerichtspräsident III i. V.: Büschlin.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna

Bureau Bern

1911. 9. März. **Fritz Marti, Aktiengesellschaft** in Bern (S. H. A. B. Nr. 2 vom 4. Januar 1910). Die Unterschriftsberechtigungen des Ernst Krebs, in Winterthur, Delegierter des Verwaltungsrates, und des Ernst Heidelberg, Prokurist in Bern, sind erloschen.

Bureau Büren

10. März. Die Einzelfirma **L. Scherrer-Kocher**, Spezerei- und Eisenwaren, in Büren (S. H. A. B. vom 18. Februar 1888), ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Rosa Dürig-Herrli».

Inhaberin der Firma **Rosa Dürig-Herrli** in Büren ist Frau Rosa Dürig, geb. Herrli, Friedrichs Abgeschiedene, von Jegenstorf, wohnhaft in Büren. Spezerei- und Eisenwaren, sowie Handel mit Gartensämereien. Die Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «L. Scherrer-Kocher».

Bureau Burgdorf

10. März. Der **Römisch-katholische Kultusverein für Burgdorf** in Burgdorf (S. H. A. B. Nr. 111 vom 4 April 1899, pag. 445, und Nr. 81 vom 2. April 1909, pag. 569) hat in seiner Sitzung vom 1. Dezember 1910 an Stelle des Alois Suppiger, von Triengen (Kt. Luzern), zum Sekretär gewählt: Franz von Ernst, Fürsprecher, von und in Bern.

Bureau de Courtelary

10 mars. La société en nom collectif **Béguelin frères**, fabrication d'horlogerie, ayant son siège à Tramelan-dessous (F. o. s. du c. du 13 mai 1901, nº 173, page 690), est dissoute. La raison est radiée. L'actif et le passif sont repris par la maison «Edmond Béguelin», à Tramelan-dessous.

Le chef de la maison **Edmond Béguelin**, à Tramelan-dessous, est Charles-Edmond Béguelin, originaire de Tramelan-dessous et y demeurant; la maison reprend l'actif et le passif de la société en nom collectif «Béguelin frères», qui est radiée. Fabrication d'horlogerie. Bureau: Tramelan-dessous.

10 mars. La société existant à St-Imier, sous la dénomination de **Société Militaire de St-Imier**, a, dans son assemblée du 14 juin 1907, revisé ses statuts et apporté les modifications suivantes aux faits publiés dans les nºs 321 de la Feuille officielle suisse du commerce du 28 novembre 1896 et 110 du 23 mars 1900. La Société Militaire de St-Imier a pour but de grouper les éléments militaires de la localité, de les rendre aptes à la protection et à la défense de la patrie et de les unir par des liens d'amitié et de fraternité républicaine. Ses statuts revisés portent la date du 14 juin 1907, sanctionnés par la direction militaire du canton de Berne, le 21 octobre suivant. La société se compose de membres actifs et de membres honoraires. Elle comprend non seulement l'ensemble des tireurs au fusil et à la carabine, qui forment l'élément principal de la société, mais encore: 1º Une section de tir au pistolet et au révolver; 2º éventuellement toute autre section que la société jugerait bon de créer. Tout milicien ou amateur de tir, âgé d'au moins 17 ans révolus, peut se faire recevoir membre de la société, par demande verbale ou écrite au comité. Les membres actifs payent une cotisation annuelle de fr. 3 ou plus, selon les besoins. Les sociétaires faisant partie d'une des sections créées par la société, paieront éventuellement une contribution spéciale qui sera fixée par le comité de la Société Militaire. Les membres honoraires ne sont soumis à aucune prestation financière. Chaque sociétaire peut en tout temps sortir de la société; il devra adresser par écrit au comité sa demande de démission, et en tout cas il est tenu de payer à la caisse tout ce qu'il pourrait lui être redevable, y compris les cotisations de l'année courante. Les organes de la société sont: L'assemblée générale des membres actifs et honoraires et un comité de onze membres ou plus, suivant les besoins. La convocation de l'assemblée générale a lieu par cartes adressées à tous les sociétaires au moins deux jours à l'avance et par la voie du journal local. La société est valablement engagée envers les tiers par la signature collective du président et du secrétaire ou du président et du caissier. Le président est Maurice Savoye, industriel, originaire du Locle et des Planchettes; le secrétaire est Paul Robert, industriel, originaire de La Chaux-de-Fonds et du Locle; le caissier est Daniel Farron, directeur, originaire de Tavannes, tous trois domiciliés à St-Imier. La revision partielle ou totale des statuts pourra avoir lieu à la demande du comité ou à la demande écrite d'un cinquième au moins de l'effectif de la société. La dissolution ne pourra être prononcée qu'en assemblée générale, convoquée spécialement dans ce but et sur la décision des quatre cinquièmes des membres présents. En cas de dissolution, les liquidateurs nommés par l'assemblée générale, devront remettre tout le matériel existant suivant inventaire dressé à cet effet, ainsi que le solde en caisse, à la mairie de St-Imier, qui n'en disposera que pour une nouvelle société, se fondant avec le même but que la Société Militaire actuelle.

10 mars. Sous la raison sociale **Société d'exploitation des Hôtels du Mont-Soleil**, il a été créé une société anonyme par actions, qui a son siège à St-Imier et qui a pour but l'exploitation des hôtels du Mont-Soleil. Les statuts portent la date du 10 janvier 1911. La durée de la société est illimitée. Le capital social est de vingt mille francs (fr. 20,000), divisé en 200 actions, au porteur, de cent francs chacune, dont un cinquième est libéré. Les publications de la société ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est représentée vis-à-vis des tiers par le conseil d'administration, qui a confié la signature sociale à Baptiste Savoye, du Locle, son président, François Geneux, de Ste-Croix, son vice-président, et Fritz Hartmann, de Bienne, son secrétaire-caissier, demeurant tous à St-Imier et signant collectivement à deux.

Bureau de Neuveville

10 mars. Walther Stamm-Gredel, de Thayngen et Bremgarten, à Neuveville, et Hans Stamm-Winzeler, de Thayngen, à Meilen (Zurich), ont constitué, à Neuveville, sous la raison sociale **Stamm & Cie**, une société en commandite, commencée le 1er janvier 1911. Walther Stamm est seul associé indéfiniment responsable; Hans Stamm est associé-commanditaire pour une commandite de cinq mille francs. Lingerie, bonneterie, tricoterie. Bureaux: Collonges 245.

Bureau Schlosswil (Bezirk Konolfingen)

10. März. Inhaber der Firma **Max Sommer** in Münsingen ist Max Sommer, von Wyssachen, wohnhaft in Münsingen. Betrieb des Gasthofes zum «Klösterli», in Münsingen. Geschäftslokal: Münsingen, Gasthof zum «Klösterli».

Luzern — Lucerne — Lucerna

1911. 9. März. **Volksbank Wolhusen** mit Sitz in Wolhusen (S. H. A. B. Nr. 262 vom 30. Juni 1904, pag. 1045). Diese Aktiengesellschaft hat in der Generalversammlung vom 11. Februar 1911 beschlossen, das Aktienkapital um Fr. 75,000 (fünfundsiebenzigtausend Franken), durch Herausgabe von weitern 150 Stück Aktien zu Fr. 500 zu erhöhen, so dass nunmehr das Gesellschaftskapital den Betrag von Fr. 200,000 (zweihunderttausend Franken), eingeteilt in 400 Aktien zu Fr. 500 und auf den Namen lautend, erreicht hat. Zugleich wurde die volle Einbezahlung der neuemittierten Aktien im Betrage von Fr. 75,000 konstatiert. Die übrigen publizierten Tatsachen wurden nicht verändert.

10. März. Unter der Firma **Käserei-Genossenschaft Oberdorf und Umgebung**, mit Sitz in Grosswangen, bildet sich eine Genossenschaft auf unbestimmte Dauer, die mit der Eintragung ins Handelsregister beginnt. Die Statuten datieren vom 26. Januar 1911. Sie bezweckt bestmögliche Verwertung der verfügbaren Milch zur Gewinnung von Molkereiprodukten, sei es durch den Selbstbetrieb einer Käserei oder durch den Verkauf der Milch an einen Uebernehmer. Mitglied der Genossenschaft ist, wer derselben bei der Gründung beigetreten oder später von der Genossenschaftsversammlung aufgenommen worden ist und die Statuten oder eine darauf bezügliche Erklärun unterzeichnet hat. Neu eintretende Lieferanten haben sich jeweilen bis spätestens um 1. Januar anzumelden und dabei anzugeben, von wieviel Kühen sie sich verpflichten, die Milch zu liefern. Die Mitgliedschaft geht auch ohne weiteres auf die Erben eines Mitgliedes, bezw. den oder die Liegenschaftsbesitzer über. Die Mitglieder haben die Pflicht, ihren Nachfolgern im Liegenschaftsbesitz den Beitritt zur Genossen-

schaft bezw. die Milchlieferung in die Käserei vertraglich zu überbinden. Die Mitgliedschaft geht verloren durch freiwilligen Austritt, Tod oder Ausschluss. Der Austritt kann nur auf Schluss eines Rechnungsjahres geschehen und muss jeweilen vor dem 1. Januar dem Präsidenten schriftlich angezeigt werden, ansonst der Betreffende für das nächstfolgende Betriebsjahr zur Milchlieferung verpflichtet bleibt. Die Mitglieder sind zur Milchlieferung zu dem von der Genossenschaft erzielten Preise und nach Massgabe des Reglementes über dieselbe verpflichtet. Für alle Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder persönlich und solidarisch. Die Organe der Genossenschaft sind: 1) Die Generalversammlung; 2) der Vorstand; 3) die Rechnungsrevisoren, und 4) die Untersuchungskommission. Der Vorstand vertritt die Genossenschaft nach aussen; er besteht aus drei Mitgliedern. Die rechtsverbindliche Unterschrift namens der Genossenschaft führen der Präsident, der Vizepräsident und der Aktuar durch Kollektivzeichnung je zu zweien. Präsident ist Jakob Bösch, von Grosswangen; Vizepräsident und Kassier: Anselm Estermann, von Gunzwil; Aktuar: Anton Birrer, von und alle in Grosswangen.

11. März. **Arbeiter-Union des Kantons Luzern** mit Sitz in Luzern (S. H. A. B. Nr. 221 vom 27. August 1910, pag. 1519) An der Generalversammlung vom 22. Januar 1911, sowie an einer am 27. Januar 1911 stattgefundenen Sitzung der Geschäftsleitung wurden folgende Vorstandsmitglieder zur Führung der Kollektivunterschriften bezeichnet: Präsident: Ludwig Bachmann, von Buchenrain; Vizepräsident: Hermann Engelhard, von Adelebsen (Preussen), und I. Aktuar: Josef Muri, von Winikon; alle in Luzern. Der II. Aktuar ist nicht mehr unterschriftsberechtigt, dafür wird an den Arbeitersekretär Alfred Pfister, von Walliswil-Wangen (Kt. Bern), in Luzern, Kollektivprokura mit einem der unterschriftsberechtigten Vorstandsmitglieder erteilt.

11. März. Unter der Firma **Badanstalt Luzern** gründet sich mit Sitz in Luzern und auf unbestimmte Dauer eine Aktiengesellschaft mit Rückwirkung auf 1. Januar 1911 zum Zwecke des Ankaufs und Weiterbetriebes, eventuell Um- oder Neubaues der bisher von B. Felder-Clement betriebenen Bad- und Waschanstalt, in Luzern. Die Statuten datieren vom 1. und 25 Februar 1911. Das Aktienkapital ist auf Fr. 250,000 (zweihundertfünfzigtausend Franken) festgesetzt, eingeteilt in 500 auf den Inhaber lautende Aktien, von je Fr. 500, wovon dermalen die ersten 300 Stück im Betrage von Fr. 150,000 emittiert sind und auf welche die erste Einzahlung von 20 % geleistet worden ist. Die Bekanntmachungen der Gesellschaft erfolgen im «Luzerner Tagblatt» und im «Vaterland». Die Gesellschaft wird nach aussen vom Verwaltungsrat vertreten, der aus 3—5 (zurzeit 3) Mitgliedern besteht, welche gemeinsam in kollektiver Zeichnung zu dreien die rechtsverbindliche Unterschrift führen. Der Verwaltungsrat ist gegenwärtig wie folgt bestellt: Josef Boesch-Hodel, Baptist Felder-Clement und Jean Häcki; erstere beiden sind von Luzern, letzterer ist von Engelberg; alle sind wohnhaft in Luzern. Geschäftslokal: St. Carlistrasse 23.

Uri — Uri — Uri

1911. 10. März. Die Aktiengesellschaft unter der Firma **Betriebsgesellschaft des Kollegiums Karl Borromäus von Uri** in Altdorf (S. H. A. B. Nr. 155 vom 16. April 1903, pag. 617) hat in ihrer ausserordentlichen Generalversammlung vom 19. Januar 1911 den Art. 12 der Statuten dahin abgeändert, dass die Einberufung der Generalversammlung wenigstens 8 Tage vor dem Sitzungstage, anstatt bisher 14 Tage, zu erfolgen hat.

Zug — Zoug — Zugo

1911. 6. März. Die Aktiengesellschaft unter der Firma **Wasserwerke Zug** in Zug hat in der Generalversammlung vom 22. April 1910 ihre Statuten revidiert und dabei folgende Abänderungen der im Schweiz. Handelsamtsblatte Nr. 318 vom 27. Dezember 1907, pag. 2198, und dortige Verweisungen publizierten Tatsachen getroffen: Das Gesellschaftskapital ist auf den Betrag von zwei Millionen Franken (Fr. 2,000,000) erhöht worden, eingeteilt in 4000 voll einbezahlte und auf den Inhaber lautende Aktien von je Fr. 500. Aus dem Direktionsausschusse ist Major Albert Uttinger ausgetreten; an dessen Stelle wurde gewählt: Stadtrat Johann Landis, von und in Zug, welcher mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift führt. Der bisherige Aktuar Johann Landtwing ist zurückgetreten, verbleibt aber als Mitglied des Direktionsausschusses, zugleich Vizepräsident, mit rechtsverbindlicher Kollektivunterschrift. Als Aktuar wurde gewählt: Melchior Landis, von Risch, in Zug, welcher ebenfalls mit einem der übrigen Zeichnungsberechtigten kollektiv die rechtsverbindliche Unterschrift führt.

Freiburg — Fribourg — Friborgo

Bureau de Morat (district du Lac)

1911. 11 mars. Sous la raison sociale **Société des cultures maraichères de Kerzers, S. A. (ci-devant Poudret) (Gemüsekulturen von Kerzers, A. G. [vormals Poudret])**, il est créé une société par actions, qui a son siège à Kerzers (Fribourg), et pour but la culture et le commerce de fruits et légumes, et de tous les produits alimentaires, la participation à toutes entreprises ou sociétés s'occupant du commerce et de la production de produits alimentaires. Elle pourra, pour atteindre son but, acheter ou louer des terrains et des immeubles, et y faire les installations voulues. Les statuts portent la date du 14 janvier 1911. La durée de la société est illimitée. Le capital social est de fr. 70,000, divisé en 70 actions de fr. 1000 chacune. Les actions sont au porteur. Les convocations aux assemblées, tant ordinaires qu'extraordinaires, seront faites au moins 15 jours à l'avance, au moyen d'un avis inséré dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de cinq au plus, nommés par l'assemblée générale. Le conseil d'administration représent la société vis-à-vis des tiers. La société est valablement engagée par la signature collective de deux administrateurs; toutefois le président et l'adjoint ne ponrront signer ensemble, de même que le vice-président et le secrétaire. L'assemblée générale nomme annuellement deux commissaires vérificateurs choisis en dehors du conseil d'administration. Le président du conseil d'administration est le colonel P. Pfund, à Berne; vice-président: Eugène Poudret, à Lausanne; secrétaire: Fernand Poudret, à Kerzers; membre: Ch. Pfund, fils, à St-Moritz.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Lebern

1911. 11. März. Die Genossenschaft unter der Firma **Remonteurverein Grenchen** in Grenchen hat in der Generalversammlung vom 21. Januar 1911 ihre Statuten revidiert und dabei folgende Aenderungen der im Schweiz. Handelsamtsblatt Nr. 434 vom 6. November 1905, pag. 1734, publizierten Bestimmungen getroffen: 1) In die Genossenschaft werden aufgenommen sämtliche Arbeiter auf den Partien des Sertissage, Pivotage ancre und cylindre, Réglage glatt und Breguet, Emboitage, Repassage, Démontage, Rémontage, Decotage, Retouche und Terminage. 2) Organe der Genossenschaft sind: a. Die Generalversammlung; b. das Komitee, bestehend aus 9 Mitgliedern; c. die Vertrauensmänner, in jedem Geschäft einer, event. mehrere; d. die Rechnungsprüfungskommission, bestehend aus 5 Mitgliedern. 3) Die Bekanntmachungen erfolgen, wo nicht schon das Gesetz eine Publikation im Schweiz. Handelsamtsblatt vorschreibt, durch Zustellung von Karten, sowie im Verbandsorgan. 4) Die Eintrittsgebühr für neue Mitglieder beträgt: a. Für Lehrlinge, die sofort nach Beendigung ihrer Lehrzeit eintreten, Fr. 3; b. für Arbeiter, die dem Verbande der Uhrenarbeiter-Gewerkschaften nicht angehören, Fr. 5 bis 100. 5) Der Monatsbeitrag ist auf Fr. 1. 50 festgesetzt; er kann nach Bedürfnis erhöht werden. 6) Der Austritt kann nur erfolgen: a. Nach Ablauf von 10 Jahren seit dem Eintrittsdatum; b. bei Beginn der Fabrikation auf eigene Rechnung; c. bei Auswanderung, und d. bei Aufgabe des Berufes. 7) Die rechtsverbindliche Unterschrift für die Genossenschaft führt der Präsident mit dem Sekretär oder Kassier durch kollektive Zeichnung. Die übrigen publizierten Bestimmungen bleiben unverändert. In der gleichen Generalversammlung vom 21. Januar 1911, sowie in der konstituierenden Sitzung vom 27. Januar 1911 wurde das Komitee neu bestellt wie folgt: Präsident: A. Stämpfli-Schmied; Vizepräsident: Louis Guillaume; Sekretär: Arthur Ducommun; Kassier: Hektor Friedli; Buchhalter: Rudolf Schnyder; Beisitzer: Alb. Stämpfli, Eduard Küng, Hermann Affolter und Alex. Baur; alle in Grenchen.

Bureau Olten

10. März. Unter der Firma **Elektra Wisen** besteht mit dem Sitze in Wisen eine Genossenschaft, welche den Zweck hat, ihre Mitglieder mit elektrischer Energie zu Licht- und Kraftzwecken zu versehen Die Statuten sind am 2. Februar 1911 festgesetzt worden. Die Mitgliedschaft wird erworben durch eigenhändige Unterzeichnung der Statuten und Bezahlung eines Eintrittsgeldes von Fr. 5. Der Austritt kann erst nach fünfjähriger Mitgliedschaft erfolgen und zwar jeweils auf den Anfang eines Quartals nach vorausgegangener dreimonatlicher Kündigung. Die Mitgliedschaft geht ferner unter durch Tod, durch Wegzug, sowie durch Verkauf des betreffenden Objektes. An deren Stelle können die Erben resp Käufer treten. Mitglieder, welche die Interessen der Genossenschaft verletzen, oder ihren Verbindlichkeiten der Genossenschaft gegenüber nicht nachkommen, können von der Generalversammlung ausgeschlossen werden. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften deren Mitglieder, sofern das Genossenschaftsvermögen nicht hinreicht, persönlich und solidarisch. Ein direkter Gewinn wird von der Genossenschaft nicht beabsichtigt. Die Organe der Genossenschaft sind: Die Generalversammlung und ein Vorstand von fünf Mitgliedern. Die rechtsverbindliche Unterschrift für die Genossenschaft führen der Präsident oder der Vizepräsident kollektiv mit dem Aktuar. Der Vorstand besteht aus folgenden Personen: Adolf von Arx, zum Löwen, Präsident; Emil Aregger, zur Krone, Vizepräsident; Arnold Walser, Ammann, Aktuar; Adolf Locher, Posthalter, Kassier, und Oskar Kunz, Beisitzer; alle wohnhaft in Wisen.

Bureau Stadt Solothurn

9. März. Unter der Firma **Hotel Hirschen A. G.** hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 2. März abhin eine Aktiengesellschaft gegründet, welche den Zweck hat, das Hotel Hirschen in Solothurn (Grundbuch Nr. 1523) samt Mobiliar und Stallung zu erwerben und zwar zum Betriebe des Hotels und der Wirtschaft und zur Verwendung eines Teils der Lokalitäten für katholische Vereine und Gesellschaften. Die Statuten sind am 2. März 1911 festgestellt worden. Die Gesellschaft dauert auf unbestimmte Zeit, sie hat Sitz und Gerichtsstand in Solothurn. Das Aktienkapital beträgt Fr. 50,000 und ist eingeteilt in hundert auf den Namen lautende Aktien à Fr. 500. Die von der Gesellschaft ausgehenden Bekanntmachungen erfolgen durch Publikation im «Solothurner Anzeiger». Die rechtsverbindliche Unterschrift für die Gesellschaft führen der Präsident, der Vizepräsident und der Aktuar des Verwaltungsrates, je zu zweien kollektiv. Präsident ist Robert Glutz; Vizepräsident: G. Wyss-Biberstein; Aktuar: L. Roth-Jenny; alle in Solothurn.

10. März Peter Banzhof, Johanns, von Gersteten (Oberamt Heidenheim, Württemberg), Schuhmacher in Solothurn, und Fritz Wälti, Friedrichs sel, von Lauperswil (Kanton Bern), Schuhmacher in Bellach, haben unter der Firma **Banzhof & Wälti** in Solothurn eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. März 1911 begonnen hat. Schuhhandlung. Geschäftslokal: Theatergasse Nr. 24.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

1911. 9. März. Die Firma **Henry Gautschy-Kuhn** in Basel (S. H. A. B. Nr. 2 vom 11 Januar 1883, pag. 11) erteilt eine fernere Einzelprokura an Heinrich Ernst Gautschy-Landerer, von und in Basel.

9. März. Die Firma **Alfred Unternaehrer, Eilboten- & Reinigungsinstitut Rote Radler.** in Basel (S. H. A B. Nr. 211 vom 16. August 1910, pag. 1466), ist infolge Verzichtes des Inhabers erloschen.

9. März. Aus dem Verwaltungsrat der Aktiengesellschaft unter der Firma **Aktiengesellschaft für Speisewirthschaften** in Basel (S. H. A. B. Nr. 49 vom 11. Mai 1887, pag. 372) ist Wilhelm Aliotb-Vischer, von Basel, ausgeschieden, seine Unterschrift ist daher erloschen.

9. März. Die Aktiengesellschaft unter der Firma **Die Confection Kehl Actiengesellschaft Marke P. K. Z. Filiale Basel in Liq.** in Basel (S. H. A. B. Nr. 104 vom 19. April 1910, pag. 715) ist infolge Erlöschens der Hauptniederlassung in Zürich von Amteswegen gestrichen worden.

Die Kommanditgesellschaft unter der Firma «Burger-Kehl & C°» in Zürich II (eingetragen im Handelsregister des Kantons Zürich am 9. März 1910 und publiziert im Schweiz. Handelsamtsblatt Nr. 63 vom 11. März 1910, pag. 425), bestehend aus dem unbeschränkt haftenden Gesellschafter Carl Burger-Kehl, von Endingen (Baden), wohnhaft in Zürich I, und der Witwe Mathilde Kehl, geborne Wanner, von Oelbronn (Württemberg), wohnhaft in Zürich II, als Kommanditärin mit dem Betrage von hunderttausend Franken (Fr. 100,000), hat am 1. März 1911 unter der Firma **Burger-Kehl & C°** in Basel eine Zweigniederlassung errichtet. Zur Vertretung derselben ist nur der Gesellschafter Carl Burger-Kehl befugt Die Firma hat Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «Paul Kehl, Erstes Zürcher Tuchhaus Zürich» in Zürich übernommen. Spezialgeschäft für Herren- und Knabenkonfektion, sowie Anfertigung nach Mass. Freiestrasse 34.

10. März. Die Aktiengesellschaft unter der Firma «Basler Eisgesellschaft» in Basel (S. H. A. B. Nr. 134 vom 13. Juni 1891, pag. 546) hat sich durch Beschluss der Generalversammlung vom 10. Oktober 1910 aufgelöst und tritt in Liquidation. Die Liquidation wird unter der Firma **Basler Eisgesellschaft in Liq.** durchgeführt durch den Verwaltungsrat. Dieser besteht aus: Xaver Feigenwinter, Louis Dietrich und Leonhard Friedrich. Die Zeichnung geschieht in der Weise, dass der Präsident Xaver Feigenwinter mit einem andern Mitglied des Verwaltungsrates kollektiv zeichnet

11. März. Inhaber der Firma **Albert Pfeiffer** in Basel ist Albert Pfeiffer-Hoffmann, von Stuttgart, wohnhaft in Basel. Agentur und Kommission. Delsbergerallee 41.

Schaffhausen — Schaffhouse — Sciaffusa

1911. 9. März. Inhaber der Firma **A. Hrubes** in Schaffhausen ist Anton Hrubes, von Chwaletiz (Böhmen), in Schaffhausen. Mechanische Schlosserei, Konstruktionswerkstätte und Fabrikation von Sanitätsmöbeln. Geschäftslokal: Hochstrasse Nr. 129.

Appenzell A.-Rh. — Appenzell-Rh. ext. — Appenzello est.

1911. 10. März. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Büchler & Trentini**, Stickerei, in Heiden (S. H. A. B. Nr. 320 vom 21. Dezember 1910, pag. 2159), wird infolge Konkurserkenntnisses des Konkursrichters des Bezirkes Vorderland von Amteswegen gestrichen.

Graubünden — Grisons — Grigioni

1911. 8. März. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Privatklinik Quisisana Doktoren Schmidt, Köhl, Grob & Plattner** in Chur, Spital (S. H. A. B. Nr. 130 vom 26. Mai 1909, pag. 931), hat sich aufgelöst; die Firma ist nach bereits beendigter Liquidation erloschen.

10. März. Die Aktiengesellschaft unter der Firma **A. G. Waldsanatorium Arosa** in Arosa (S. H. A. B. Nr. 158 vom 23. Juni 1909, pag. 1134) hat in ihrer Generalversammlung vom 2. Januar 1911 die Statuten revidiert und dabei das Aktienkapital auf Fr. 500,000 (fünfhunderttausend Franken) erhöht, eingeteilt in 1000 auf den Inhaber lautende Aktien à Fr. 500. Die übrigen publizierten Tatsachen sind unverändert geblieben.

Aargau — Argovie — Argovia

Bezirk Bremgarten

1911. 9. März. Die Genossenschaft unter der Firma **Konsumverein Bremgarten und Umgebung** in Bremgarten (S. H. A. B. 1903, pag. 137) hat den Genossenschaftsrat wie folgt bestellt: Präsident ist Heinrich Honegger, Stadtammann von Zürich II, in Bremgarten; Vizepräsident: Wilhelm Hofstetter, von Benken (St. Gallen), in Bremgarten; Aktuar: Arnold Wettstein, von Fislisbach, in Zufikon; weitere Mitglieder sind: Johann Heinzer, von Schwyz, in Bremgarten; Heinrich Briner-Furter, von Fehraltorf, in Bremgarten; Konstantin Koch, von Widen, in Bremgarten; Johann Bär, von Oetwil, in Bremgarten; Jakob Koeng, von Wetzikon, in Bremgarten; Albert Aubry, von Saignelégier, in Bremgarten; Ferdinand Wetli, von Oberwil, in Bremgarten, und Joseph Schmid, von und in Bremgarten. Von denselben führen die rechtsverbindliche Unterschrift je zu zweien kollektiv Josef Schmid, Konstantin Koch und Heinrich Bryner-Furter.

Bezirk Brugg

9. März. Unter dem Namen **Bezirksspital Brugg** hat sich mit dem Sitze in Brugg ein Verein gebildet, welcher den Zweck hat, in Brugg ein Krankenhaus, das in erster Linie den Einwohnern und Bürgern der Gemeinden des Bezirks Brugg dienen soll, zu erbauen, einzurichten und in wohltätigem Sinne zu betreiben. Aufnahme können bloss körperliche Kranke finden. Die Statuten sind am 5. März 1911 festgestellt worden. Mitglied des Vereins werden alle physischen oder juristischen Personen, welche sich zur Zahlung eines Jahresbeitrages von wenigstens Fr. 2 verpflichten. Für Gemeinden, welche Mitglieder werden wollen, setzt der Vorstand nach Massgabe der Steuerkraft und der Vermögensverhältnisse die Beiträge fest. Jede persönliche Verantwortlichkeit der einzelnen Mitglieder für die Verpflichtungen des Vereins ist ausgeschlossen. Die Mitgliedschaft physischer Personen erlischt durch den Tod. Vorbehältlich besonderer Verpflichtungen, die Leistungen von Beiträgen auf eine gewisse Zahl von Jahren betreffend, kann der Austritt nach schriftlicher, sechsmonatlicher Kündigung auf Ende eines Kalenderjahres erfolgen. Mitglieder, die austreten, haben auf das Vereinsvermögen keinen Anspruch. Die Organe des Vereins sind: Die Generalversammlung, der Aufsichtsrat, der Vorstand und die Rechnungsrevisoren. Der aus 5—7 Mitgliedern bestehende Vorstand vertritt den Verein nach aussen. Derselbe bezeichnet diejenigen Personen, welche die rechtsverbindliche Unterschrift führen. Gegenwärtig sind zur Führung der rechtsverbindlichen Unterschrift befugt: Der Präsident, Vizepräsident, Aktuar und Kassier des Vorstandes je zu zweien in beliebiger Komposition. Präsident ist Edmund Schulthess, Ständerat; Vizepräsident: Dr. Hans Siegrist, Arzt; Aktuar: Jakob Riniker, Bezirksverwalter; Kassier: Oskar Hofer, Direktor; alle in Brugg.

10. März. In die Kommanditgesellschaft unter der Firma **Gentsch, Strasser & Cie.** in Brugg (S. H. A. B. 1907, pag. 457) ist Hans Herzig, von Langenthal (Bern), wohnhaft in Brugg, als Kommanditär mit einer Einlage von zehntausend Franken (Fr. 10,000) eingetreten.

Bezirk Lenzburg

10. März. Inhaber der Firma **Fritz Siegrist, Metzgerei & Speisewirtschaft** in Seon ist Fritz Siegrist, von Seengen, in Seon. Metzgerei und Speisewirtschaft. Geschäftslokal: Restaurant Hirschen an der Seethalstrasse Nr. 120.

Bezirk Zurzach

10. März. Inhaber der Firma **Isak Bloch** in Oberendingen ist Isak Bloch, von und in Oberendingen. Viehhandel.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Lugano

1911. 9 marzo. La ditta **Giovanni Grassi**, in Lugano (F. o. s. di c. del 9 agosto 1892, pag. 708), notifica d'aver escluso dal suo genere di commercio l'esercizio della tipografia conservando quello di libraio-editore.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Aigle

1911. 10 mars. Philippe Pichard, directeur, et Louis De Rameru, président et administrateur-délégué de la Société **anonyme Brasserie d'Aigle**, à Aigle (F. o. s. du c. des 14 novembre 1891, 31 mai 1901, 3 octobre 1906 et 21 mai 1908), étant décédés, ils sont remplacés par: Emile Scheller, de Lenzbourg, domicilié à Aigle, comme directeur, et Georges Landis, banquier, à Lausanne, administrateur-délégué, comme président, lesquels engagent la société par leur signature individuelle.

Bureau de Moudon

10 mars. Sous la dénomination de **Société coopérative de consommation de Moudon et environs**, il est fondé une association, régie par les art. 678 et suivants C. O. Son siège est à Moudon. Sa durée est illimitée. Elle a pour but de fournir à ses membres les denrées alimentaires et autres objets usuels de première nécessité aux meilleures conditions possibles de qualité et de prix. Peuvent faire partie de la société toutes les personnes qui en feront la demande écrite, en donnant leur adhésion aux statuts et qui seront admises par le conseil d'administration. Cette admission confère la qualité de sociétaire. Le nombre des sociétaires n'est pas limité. Le candidat refusé pourra recourir à l'assemblée générale. Ne peut faire partie de la société, celui qui se livre à un commerce de marchandises de la nature de celles vendues par la société. La qualité de sociétaire se perd: a. Par la démission; b. par l'exclusion; c. par la mort. Pourront être exclus les sociétaires qui chercheraient à nuire à la société, soit par des actes, soit par des paroles, ou qui, sans quitter la contrée, suspendraient leurs achats pendant 6 mois au plus. Les parts des sociétaires exclus, décédés ou démissionnaires, seront remboursées aux ayants-droit, contre remise des titres trois mois après la clôture de l'exercice en cours, si celui-ci ne solde pas en déficit. En cas de décès, la qualité de sociétaire peut être transférée au conjoint du décédé ou à un de ses enfants, s'il continue à tenir le ménage paternel. Dans ce cas, les parts ne sont pas remboursées. Les héritiers ou ayants-droit d'un sociétaire défunt ne pourront en aucun cas s'immiscer dans les affaires de la société, ni provoquer l'apposition des scellés sur la fortune de celle-ci. Dans leurs rapports avec la société, ces héritiers ou ayants-droit devront être représentés par une seule et même personne. Les sociétaires ne sont pas responsables personnellement des engagements de la société, ces engagements sont uniquement et absolument garantis par les biens de l'association. Le capital de roulement se compose du capital social, du fonds de réserve et des autres fonds, qui pourraient éventuellement être créés. Le capital social est indéterminé. Il se compose de parts nominales de fr. 10 chacune, et peut être augmenté ou diminué par l'admission de nouveaux sociétaires ou par le remboursement des parts aux sociétaires sortants. Chaque sociétaire est tenu de souscrire au moins deux parts, l'une payable de suite après son admission, l'autre dans les 60 jours suivants. Le même sociétaire peut posséder, au maximum, 10 parts. Les parts sont indivisibles. Il sera dressé chaque année à la date fixée pour la clôture de l'exercice, un inventaire et un bilan. Huit jours au moins avant l'assemblée générale, le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport du conseil d'administration et celui des vérificateurs des comptes seront publiés dans le journal «La Coopération» et envoyés à tous les sociétaires. Sur l'excédent, tel qu'il résultera des comptes approuvés par l'assemblée générale, il sera prélevé en premier lieu, une somme suffisante pour servir à tous les sociétaires un intérêt annuel de 4 % pour chaque part, payée intégralement avant la fin de l'exercice. Le 20 % au moins de l'excédent sera affecté au fonds de réserve. Celui-ci est illimité. Il ne peut servir qu'à couvrir un déficit. Il reste propriété collective et indivisible des sociétaires et ne pourra jamais être partagé entre eux. Le surplus de l'excédent sera divisé en deux parties, celle provenant de la vente aux sociétaires sera répartie à ceux-ci au prorata des achats faits par chacun pendant l'exercice écoulé, dans la proportion fixée chaque année par l'assemblée générale ordinaire. La part de l'excédent provenant de la vente au public, sera versée au fonds de réserve. En cas de déficit, celui-ci est couvert d'abord, par le fonds de réserve. L'assemblée générale peut décider la création d'autres fonds et leur attribuer une part de l'excédent, sans diminuer la part proportionnelle, attribuée au fonds de réserve par l'art 22. Les organes de la société sont: a. L'assemblée générale des sociétaires; b. le conseil d'administration; c. le comité-directeur; d. les vérificateurs des comptes. L'assemblée générale est valablement constituée, lorsque le tiers au moins des sociétaires sont présents. Toutefois, une modification des statuts et la révocation partielle ou totale des membres du conseil d'administration ou du comité-directeur ne pourront être votées que dans une assemblée générale, à laquelle participeront au moins les deux tiers des sociétaires. Pour la dissolution, l'assemblée générale devra réunir les quatre cinquièmes au moins des voix des sociétaires. Si le quorum prévu dans les différents cas ci-dessus, n'est pas atteint, une nouvelle assemblée devra être convoquée, conformément à l'art. 31, dans le mois qui suivra la première. Les décisions prises dans cette seconde assemblée seront valables et définitives, quel que soit le nombre des sociétaires présents. L'assemblée générale a les attributions spécifiées à l'art. 34. Le conseil d'administration est nommé pour deux ans par l'assemblée générale. Il se compose de neuf membres et deux suppléants. Il se constitue lui-même, en nommant un président, un vice-président, un caissier, un secrétaire et un vice-secrétaire. Il choisit dans son sein un comité-directeur, composé de quatre membres au moins. Le comité-directeur représente la société vis-à-vis des tiers. La société est engagée par la signature du président ou du vice-président, apposée collectivement avec celle du secrétaire ou du caissier. Le conseil d'administration est actuellement composé de: Jaques-Louis Rod, président; Emile Vulliens, vice-président; Edouard Koenig, caissier; Ulysse Clot, secrétaire; Eugène Viret, vice-secrétaire; Tobias Jenny, Samuel Monney, Eugène Henzer, Vincent Bolomey, Jules Germond et Louis Mayor, ces deux derniers suppléants; et le comité-directeur de: Jaques-Louis Rod, président; Emile Vulliens, vice-président; Edouard Koenig, caissier, et Ulysse Clot, secrétaire; tous domiciliés à Moudon. Les statuts portent la date du 24 février 1911.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

1911. 7 mars. Antoine-Théodore Riva et Alfred-Alexandre Riva, de Germignaga (Côme, Italie), domiciliés à La Chaux-de-Fonds, ont constitué, à La Chaux-de-Fonds, sous la raison sociale **Riva frères**, une société en nom collectif, commencée le 1er janvier 1911. Achat et vente de terrains et constructions à forfait. Bureaux: 22, Rue des Terreaux. La société n'est valablement engagée que par la signature collective des deux associés.

Bureau de Neuchâtel

8 mars. Le chef de la maison **Margte Dubois-Vaucher, consommation de l'Est**, à Neuchâtel, est Marguerite Dubois-Vaucher, épouse séparée de biens par contrat de Charles-Alfred Dubois, de Fleurier, domiciliée à Neuchâtel. Epicerie, comestibles et laiterie. Bureaux: Rue Pourtalès no 11.

8 mars. Par statuts en date du 30 janvier 1911 et sous la raison sociale **L'Antiseptique S. A.**, il a été créé une société anonyme, ayant son siège à Neuchâtel. Cette société a pour but la fabrication, la vente, l'achat et en général le commerce de tous produits antiseptiques et désodorisants, ainsi que tous autres produits, ayant pour but l'hygiène. La durée de la société est illimitée. Le capital social est de quatre cent mille francs, divisé en quatre mille actions de fr. 100 chacune, au porteur, dont deux mille sont entièrement libérées et deux mille libérées d'un cinquième à la constitution de la société. Les publications de la société ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le conseil d'administration est composé pour la première période de six ans de: Bernard de Pourtalès, de Neuchâtel, à Paris; Eugène Hermite, de et à Paris; Emile Gauthier, de et à Paris; Dr. Victor Thébaud, de et à Paris; Marcel

Moret, de et à Paris; Louis Curchod, de et à Genève. La société est représentée vis-à-vis des tiers par la signature collective de deux administrateurs. Bureaux: Rue du Concert n° 6.

10 mars. La société en nom collectif **Brugger et Doebeli, architecture et entreprise de constructions**, à Neuchâtel (F. o. s. du c. du 24 février 1906, n° 72, page 286), est dissoute; la liquidation étant terminée, sa raison est radiée.

Genf — Genève — Ginevra

1911. 9 mars. La procuration conférée à Gottfried Trueb, par la maison **Jacques Hubscher, importation de céréales**, à Genève (F. o. s. du c. du 30 avril 1904, page 722), est éteinte. Par contre, la maison a conféré, dès le 1er janvier 1911, procuration à Hermann Rüegg, d'origine zurichoise, domicilié à Genève. Les locaux de la maison sont transférés 56, Rue du Stand.

9 mars. **La Chambre syndicale des Patrons Cordonniers du Canton de Genève**, société ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 4 mai 1906, page 767), ayant, dans son assemblée générale du 6 février 1911, renouvelé son comité, a désigné comme président: Georges Treyvaud; comme secrétaire: Jules Audemars; comme trésorier: Alexis Mensone; tous trois domiciliés à Genève. La société est engagée par la signature collective du président, du secrétaire et du trésorier.

9 mars. La **Société Immobilière des Pâquis**, société anonyme, ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 29 mars 1910, page 555), a, dans son assemblée générale du 24 février 1911, nommé Alfred Chevillard, à Genève, membre de son conseil d'administration, en remplacement de Georges Martinet.

9 mars. Aux termes d'acte reçu par Me Pierre Carteret, notaire, à Genève, le 6 mars 1911, il a été constitué, sous la dénomination de **Société Immobilière « Plein Midi »**, une **société anonyme**, qui a son siège à **Plainpalais**, Rue Bergalonne n° 12. Elle a pour objet l'acquisition de terrains dans le canton de Genève, la construction de maisons locatives, l'exploitation et la revente de ces immeubles. Sa durée est indéterminée. Le capital social est fixé à la somme de quarante mille francs (fr. 40,000), divisé en 40 actions de fr. 1000 chacune, au porteur. Les convocations et publications émanant de la société auront lieu par la voie de la «Feuille d'avis officielle du canton de Genève», organe de publicité de la société. La société est administrée par un conseil d'administration, composé d'un seul membre, élu par l'assemblée générale pour une période de trois années. Elle est engagée vis-à-vis des tiers par la signature de l'administrateur unique. Le premier conseil d'administration est composé pour la première période triennale de William Henssler, architecte, à Genève.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Wirtschaftslage in Colorado (Vereinigte Staaten)

(Bericht des schweizerischen Konsuls in Denver über das Jahr 1910)

I

Ende September des vergangenen Jahres hatte die hiesige Grundeigentums-Börse einen Konsultag ins Leben gerufen, von dem Wunsche beseelt, mit den Repräsentanten der verschiedenen Länder in engere Fühlung zu treten und gleichzeitig zu hören, wie den betreffenden Bürgern fremder Nationen Amerika gefiel und welche gesellschaftliche Stellungen sie hier einnahmen. Ich beendete meine Ansprache ungefähr folgendermassen:

Die kleine Musterrepublik auf der anderen Seite des Atlantischen Ozeans hat ebenfalls durch Auswanderung eine grosse Zahl ihrer Söhne und Töchter verloren und zurzeit befinden sich ungefähr 4000 Schweizer im Staate Colorado. Diese tapferen Leute können sie in allen möglichen Gesellschaftsstufen hier antreffen. Sie finden sie mit den Landleuten, den Handwerkern, den Geschäftsleuten, Bankiers und sogar als U. S. Senator (Simon Guggenheim) und Gouverneur (Hon. Shafroth). Die Schweizer hängen fest an ihrem engeren Vaterlande, trotzdem schätzen und achten sie auch die Verhältnisse und Gebräuche ihres Adoptivvaterlandes, der Vereinigten Staaten von Amerika. Ganz speziell Colorado mit seinen Naturschönheiten, dem Gebirge und dem herrlichen Klima gefällt ihnen recht gut. Sie nehmen regen Anteil am Gedeihen dieses Staates und haben öfters das Bedürfnis, ihren lieben Angehörigen in der alten Heimat zu verraten, wie viel Gutes sie hier empfangen und wie viel Gutes sie hier entbehren müssen.

Mit diesen Worten will ich meinen diesjährigen Bericht anfangen und versuchen zu schildern, wie sich Colorado im verflossenen Jahre entwickelte.

Die **Lage im allgemeinen** kann als eine recht gute bezeichnet werden. Laut amtlich bekanntgegebenen Mitteilungen hatte Colorado am 1. April 1910 799,124 Einwohner, eine Zunahme von 42 % seit 1900. Denver ist von 133,859 im Jahre 1900 auf 213,881 gestiegen.

Denver liegt im Mittelpunkt eines reichen landwirtschaftlichen Gebietes und eines gewinnbringenden Minenbezirkes.

Landwirtschaft und Viehzucht. Das Jahr 1910 ist trotz der Trockenheit ein Bannerjahr gewesen: Die Farmer sind sehr zufrieden und haben gelernt, auch mit wenig Wasser erträgliche Ernten zu erzielen. Der Busbel **Hafer** wog durchschnittlich 37 Pfund und der Durchschnittsertrag eines Ackers bewässerten Landes war 160 Busbel, unbewässerten Landes 50 Busbel. **Zuckerrüben** wurden im allgemeinen $ 1 der Acker besser bezahlt als im Vorjahre. Die **Obstzüchter** hatten, wenngleich keine besondere, so doch eine recht gute Ernte. Die Erträgnisse wechselten zwischen $ 300 bis $ 1600 für den Acker.

Ich entnehme den mir vorliegenden Berichten folgende interessanten Zahlen für 1910:

	Produktion		Wert $
Zuckerrüben	806,000	Tonnen	4,375,000
Kartoffeln	6,400,000	Bushel	3,520,000
Heu	1,338,000	Tonnen	14,448,400
Weizen	8,721,000	Bushel	7,351,220
Hafer	1,898,000	„	3,633,080
Korn	2,846,000	„	1,707,600
Gerste	864,000	„	518,400
Roggen	560,000	„	37,520
Geflügel und Eier			2,160,771
Butter und Milch			9,479,000
Gemüse			3,000,000

Vom finanziellen Standpunkte betrachtet, schliesst das Jahr 1910 für die **Viehzüchter** recht günstig ab. Die Fleischpreise waren aussergewöhnlich hohe, besonders seitdem die grossen Weideplätze in Getreidefelder umgewandelt werden und die Landleute viel mehr Sorgfalt auf die Viehzucht verwenden müssen.

In den Büchern des hiesigen Schlachthofes fanden sich folgende Angaben über den Viehverkehr während des Jahres 1910:

	Stück	Wert $		Stück	Wert $
Kühe	1,091,000	30,548,000	Pferde	306,000	28,288,000
Milchkühe	289,000	10,238,000	Maulesel	16,300	1,684,000
Schweine	419,000	4,261,000			
Schafe	1,610,000	3,941,000		3,781,000	78,910,000

Geschlachtet wurden während des vergangenen Jahres: Kühe im Werte von $ 3,642,476, Schweine im Werte von $ 5,179,023, Schafe im Werte von $ 258,482, total $ 9,079,981.

Bergwerke. Am Schlusse des Jahres 1910 sehen wir die Minenindustrie in viel gesünderen Verhältnissen als in den letzten Jahrgängen, und alle Anzeichen deuten darauf hin, dass das Jahr 1911 eines der besten Jahre in der Geschichte des Coloradoer-Bergbaues werden wird. Die zweite Hälfte des Jahres 1910 war in jeder Beziehung besser als die ersten sechs Monate. Die Fertigstellung des Roosevelt-Tunnels in Cripple Creek und die Beendigung der Arbeiten an dem Newhouse-Tunnel in Gilpin, die Entdeckung sehr reicher Goldminen im südwestlichen Teile unseres Staates und der unschätzbare Wert des Zinkerzes brachten einen grossen Enthusiasmus mit sich. Hierzu kommen die grosse Entwicklung der Tungsten-Minen in Boulder und die in Aussicht genommenen riesigen Anlagen und Verbesserungen in der Behandlung von Erzen geringeren Wertes. Im allgemeinen ist ein recht lebhaftes Interesse unter den Bergwerkbesitzern und Bergleuten zu verzeichnen und alle scheinen bemüht zu sein, diese Industrie Colorados wieder auf ihren Höhepunkt zu leiten. Auf den Roosevelt-Tunnel kann Colorado mit Recht stolz sein. Dieses grosse Unternehmen wurde im Mai 1907 begonnen, gerade zur Zeit der finanziellen Beunruhigung der ganzen Union. Die Minenbesitzer in Cripple Creek legten jedoch ein derartiges Interesse an den Tag, dass das enorme Unternehmen trotz der Geldknappheit keine Unterbrechungen erlitt und beendigt wurde. Der Tunnel ist ungefähr 15,000 Fuss lang und hat $ 700,000 gekostet. Der Hauptzweck dieses Tunnels ist der, das Wasser von 700 bis 1200 Fuss unter dem bisherigen Niveau aus den Minen zu entfernen und dadurch die Bearbeitung von Golderzen im Werte von zirka $ 300,000,000 zu ermöglichen. Der gegenwärtige Endpunkt des Tunnels befindet sich zwischen den El Paso und Elkton Minen und hat schon dazu beigetragen, dass die eingestellten Arbeiten in mehreren Bergwerken an den Beacon und Raven-Hügeln in den tiefen Schichten wieder begonnen wurden. Zweifellos wird der Roosevelt-Tunnel durch den ganzen Bezirk gebohrt werden und dürfte eine Länge von 30,000 Fuss erreichen. Die Verlängerung soll in einem Querdurchschnitt des Bezirks bestehen und ausser der Ableitung des Wassers auch eine bessere Ventilation der Minen mit sich bringen. In dem nördlichen Teile des Staates ist als grösstes Ereignis die Fertigstellung des Newhouse-Tunnels zu verzeichnen. Der Tunnel wurde in Idaho Springs begonnen und erreicht unter der Gunnell-Mine in Gilpin sein Ende. Er ist 22,000 Fuss lang und wird die Minen bis zu einer Tiefe von 1500 Fuss entwässern. Infolge der bedeutenden Massen minderwertiger Erze im Gilpin-Distrikte, welche ohne den Tunnel nicht gewinnbringend bearbeitet werden konnten, wird ein enormer Aufschwung im Bergbau erwartet.

Das beste Anzeichen hiefür ist die Wiedereröffnung des Schmelzwerkes der «North American Mining Co.» in Golden. Die unerwartete Entdeckung reicher Goldadern im südwestlichen Teile von Colorado brachte reges Leben und Treiben nach La Plata und die Funde von Zink waren die Ursache eines lebhaften Aufschwungs des Bergbaues im Leadville-Distrikt.

Nach vorliegenden Berichten produzierte Colorado:

	1910 $	1909 $		1910 $	1909 $
Gold	19,843,912	21,946,684	Zink	3,912,455	396,000
Silber	4,659,137	4,587,643	Tungsten	750,000	400,000
Blei	3,409,989	2,765,511			
Kupfer	1,136,303	1,220,641		33,711,796	31,316,479

Die Abnahme der **Goldproduktion** wird zum grössten Teil auf die Schliessung des Schmelzwerks in Argo zurückgeführt und eine Zunahme durch Eröffnung der Schmelzwerke in Golden erwartet.

In den **Kohlenbergwerken** herrschte reges Leben und die Produktion war gut und gewinnbringend. Recht schade, dass zwei grösseren Explosionen in dem Trinidad-Bezirke viele Bergleute, meistens Oesterreicher und Italiener, zum Opfer fielen. Glücklicherweise widmen sich von den hier wohnenden Schweizern nur sehr wenige dem gefährlichen Bergbau.

Wir hatten am Ende des Jahres 1910 in Colorado 177 Kohlenminen, 3164 Koksöfen, 14,768 Bergleute, 1760 Arbeiter in Koksöfen, und beförderten 1,639,455 Tonnen Hartkohle, 975,047 Tonnen Braunkohle, 9,334,358 Tonnen Weichkohle, 70,568 Tonnen Steinkohle und 1,190,901 Tonnen Koks ans Tageslicht.

Eidgenössische Zollverwaltung

Der Geschäftsbericht des Bundesrates über das Jahr 1910 konstatiert mit Befriedigung, dass die Zahl der Reklamationen betreffend **Tarifanwendung** wiederum erheblich zurückgegangen ist. Und zwar sind nicht nur diejenigen Reklamationen im Abnehmen begriffen, welche auf ungenügende Deklarationen seitens der Versender zurückzuführen sind, sondern ganz besonders auch die Anstände, welche sich aus der Interpretation der Tarifbestimmungen ergeben. Die Bestimmungen der **Papierkategorie**, deren ausserordentlich schwierige Durchführbarkeit schon wiederholt hervorgehoben worden ist, haben neuerdings zu diplomatischen Auseinandersetzungen mit Deutschland Anlass gegeben, die noch nicht zum Schlusse gelangt sind. Die Frage der Verzollung von Papieren mit Wasserzeichen hat durch neue Tarifentscheide des Bundesrates ihre Erledigung gefunden.

Ein durch Vermittlung der deutschen Gesandtschaft gestelltes Gesuch um Einreihung von einschichtigem Karton unter die für Packpapiere vorgesehenen Tarifpositionen musste abschlägig beschieden werden. Dagegen wurde im Sinne einer freiwillig gewährten Konzession und in der Voraussetzung, dass auch die schweizerischen, in Berlin hängigen Zollbegehren eine entgegenkommende Erledigung erfahren werden, die Zulassung bestimmter Papiere im Gewichte von weniger als 200 g per m², die sonst ihrer Beschaffenheit nach als Druckpapiere nach Tarif Nr. 301 zollpflichtig wären, zum Ansatze von Fr. 7 per q nach Nr. 294 zugestanden, sofern dieselben tatsächlich zu Packzwecken bestimmt sind und bis zu 10 Bogen gelegt und in der Mitte gefalzt und kreuzweise umschnürt zur Einfuhr gelangen.

Einer eingehenden Untersuchung hat die Frage der Verzollung von **Karten mit geprägten Rändern, Vignetten** etc. gerufen. Von der Erwägung ausgehend, dass der bundesrätliche Entwurf zum gegenwärtigen Zolltarif unabhängig von der nunmehrigen Nummer 306 unter der Kategorie der «bedruckten Papiere, Kartons und Pappen» eine spezielle Position 312, lautend: «Papiere, Kartons und Pappen, gepresst, ge-

prägt» enthalten hat, die von den gesetzgebenden Räten mit dem protokollarischen Vermerk «Diese Position ist zu streichen im Sinne der Einreihung unter die Nummern 305/310 (jetzt 312/317) je nach dem Druckverfahren und nach Beschaffenheit», fallen gelassen worden ist, hatte die Oberzolldirektion verfügt, dass Karten mit gepressten oder geprägten Vignetten, Rändern etc. als «bedruckt» unter die Kategorie VI C. zu fallen haben, unter Assimilierung des Blindprägedruckes mit dem typographischen einfarbigen Drucke der Positionen 312/313 und des Farbprägedruckes (gleichzeitige Herstellung von Druck und Prägung mittelst Spezialmaschinen) mit den «Drucken nach andern Verfahren» der Positionen 316/317. Gegen diese Tarifanwendung ist seitens Deutschlands Einspruch erhoben und die Einreihung derartiger Karten unter die Kategorie der «unbedruckten Papiere mit nachträglicher Bearbeitung» beantragt worden. Andererseits stellte sich der Verein schweizerischer Lithographiebesitzer auf den Standpunkt, dass auch die blindgeprägten Karten, da im Tiefdruckverfahren erstellt, nach den Positionen 316/317 zu verzollen seien. Der Bundesrat hat die von der Oberzolldirektion verfügte Tarifanwendung gutgeheissen, hauptsächlich im Hinblick darauf, dass in der vorerwähnten Position 312 des bundesrätlichen Entwurfes ein Ansatz vorgesehen war, der in der Höhe ungefähr demjenigen der typographisch einfarbig bedruckten Papiere entsprach.

Ein Antrag Deutschlands um Aufhebung des erläuternden N. B. ad 369/370 des Gebrauchstarifs, wonach die mit mehr als 5 Geschirrflügeln hergestellten Gewebe unter die gemusterten Gewebe zu fallen haben, ist vom Bundesrat nach allseitiger Prüfung der Frage in ablehnendem Sinne beantwortet worden.

Die Konzession, welche Oesterreich-Ungarn bezüglich der Verzollung von Pferdedecken und Kotzen aus den unter Tarif Nr 500 genannten Stoffen gewährt worden ist, hat zu neuen Anständen geführt, deren Grund hauptsächlich in der Schwierigkeit liegt, verarbeitete Wollhaare und Abfallwollhaare von einander zu unterscheiden.

Im Jahresberichte pro 1908 ist auf eine Reklamation hingewiesen worden, welche von der italienischen Regierung bezüglich der Verzollung von Hausteinen aus dem Simplongebiet beim Zolldepartement anhängig gemacht und schweizerischerseits nach Einholung eines Gutachtens bei Hrn. Prof. Dr. Heim in Zürich in ablehnendem Sinne beschieden worden war. Im Berichtsjahre ist Italien in der nämlichen Angelegenheit neuerdings beim Zolldepartement vorstellig geworden, wobei dem Gutachten des Hrn. Prof. Dr. Heim in Zürich ein solches eines italienischen Sachverständigen gegenübergestellt wurde. Das Zolldepartement hat das Gegengutachten des Hrn. Prof. Heim, sowie ein weiteres Gutachten des Hrn. Prof. Dr. Hugi in Bern eingeholt und der italienischen Regierung zur Einsichtnahme und Rückäusserung unterbreitet. Am Ende des Berichtsjahres war die Angelegenheit noch hängig.

Eine Ausnahmebehandlung, welche seitens der Zollverwaltung schon unter der Herrschaft des frühern Tarifs hinsichtlich der Verzollung von Putztüchern und den zu deren Herstellung dienenden Baumwollabfallgarnen auf Zusehen hin zugestanden worden war, hat der Bundesrat auf Antrag der Zollverwaltung aufgehoben, auf den Nachweis hin, dass das fragliche Garn nunmehr auch in der Schweiz fabriziert wird.

Ein Rekurs einer einheimischen Glashütte gegen die von der Zollverwaltung vorgeschriebene Tarifanwendung, nach welcher die durch Aetzen oder durch das Sandstrahlverfahren mit einer Marke oder einem Namen versehenen Flaschen nicht als «graviert» zu betrachten sind, ist vom Bundesrate abschlägig beschieden worden.

Hinsichtlich der Unterscheidung zwischen den «Suppenartikeln» der Position 100a einerseits und den «Suppenwürzen» der Positionen 79 und 103 andererseits wurden einlässliche erläuternde Bestimmungen aufgestellt.

Die Zulassung nach Tarif Nr. 970 zu Fr. 7 per q ist beschränkt worden auf den unvermischten, roben oder gereinigten, auch parfümierten Süssholzsaft. Damit soll der missbräuchlichen Inanspruchnahme dieser Position für angebliche Süssholzsaftfabrikate ein Ende gesetzt werden, welche nur zum kleinsten Teile aus Süssholzsaft, zum weitaus grössten Teile aber aus minderwertigen andern Stoffen (Stärke, Dextrin etc.) bestehen.

Von den jedem Zollbeamten periodisch zugehenden Nachträgen zu den gedruckten «Erläuterungen zum Zolltarif», verdienen spezielle Erwähnung: Eine Tabelle der Metallegierungen und eine einlässliche Instruktion betreffend Verzollung der im Tarif nicht ausdrücklich genannten, aus verschiedenen Metallen zusammengesetzten Waren, sowie der Holzwaren in Verbindung mit Metallen, Textilstoffen oder Papier. Es hat damit eine Frage ihre prinzipielle Erledigung gefunden, über welche früher nur von Fall zu Fall entschieden worden war.

Der Vorort des schweizerischen Handels- und Industrievereins ist wiederum in manchen Tariffragen um sein Gutachten angegangen worden. Der Geschäftsbericht hebt dessen bereitwilliges Entgegenkommen in anerkennendster Weise hervor.

Nach Art. 15 der Vollziehungsverordnung zum Zollgesetz werden im **Bahn- und Schiffsverkehr an Sonn- und Feiertagen** ausser dem Personenverkehr nur transitierende und solche zur Einfuhr bestimmte Eilgüter, welche raschem Verderben ausgesetzt sind, zollamtlich abgefertigt. Damit an allen Zollstellen nach einheitlichen Gesichtspunkten verfahren wird, ist zuhanden der Zollämter ein Verzeichnis derjenigen leicht verderblichen Güter aufgestellt worden, welche, wenn in Eilgut- oder Expressendung eingehend, auch an Sonn- und Feiertagen zur Einfuhr oder zur Ausfuhr abzufertigen sind. Bei Abfertigung anderer als der in diesem Verzeichnis erwähnten Waren, die nach dem Ermessen der Zollstellen stattfinden kann, wenn der Warenführer es ausdrücklich verlangt, wird die in Art. 14 der Vollziehungsverordnung vorgesehene Extraabfertigungsgebühr berechnet.

In der bestehenden Kontroverse mit Italien bezüglich des **Gewichtsabzuges für neuen Wein** hat im Jahre 1910 die Konstituierung des Schiedsgerichtes stattgefunden, dessen Ohmann auf Wunsch beider Teile vom Präsidenten des permanenten Schiedsgerichtshofes im Haag bezeichnet wurde. In der Folge wurde beiden Parteien Gelegenheit gegeben, ihren Standpunkt in schriftlichen Memorialen mit Replik und Duplik darzulegen, so dass der Gerichtshof sich seit geraumer Zeit im Besitz des beiderseitigen Beweismaterials befindet. Es bleibt nun der Schiedsspruch abzuwarten.

Zu einem hartnäckigen Kampfe zwischen den beteiligten Interessenverbänden hat die Frage der Zulässigkeit des **Transitveredlungsverkehrs mit englischer Baumwollmousseline** zum Mercerisieren in der Schweiz geführt. Für die Gewährung dieses Verkehrs hatten sich der Verband schweiz. Stückwaren-Ausrüst-Anstalten, sowie die st. gallischen und zürcherischen Stoffhändler bemüht, während der schweiz. Spinner-, Zwirner- und Weberverein entschieden dagegen Stellung nahm, weil er darin eine Schädigung der einheimischen Mousselineweberei erblickte. Bei einer entscheidenden Konferenz, an welcher Vertreter der beteiligten Industriezweige sowie weiterer Kreise des Handels und der Industrie, ferner des Handelsdepartements und der Zollverwaltung teilnahmen, vermochten aber die Vertreter der Weberei, die sich wie früher auf den Standpunkt der Ablehnung gestellt hatten, den Nachweis nicht zu erbringen, dass ihre Industrie durch die Gewährung der Admission temporaire für breite Baumwollmousseline eine Schädigung erleide. Die zähe geführten Verhandlungen liessen erkennen, dass die überwiegenden Interessen (Art. 6 des Zolltarifgesetzes) in dieser Streitfrage auf Seite der Ausrüsterei und des Exporthandels liegen, welche durch Verweigerung des Transitveredlungsverkehrs geschädigt worden wären, ohne dass für die Weberei ein Vorteil durch vermehrten Absatz eigener Produkte hätte resultieren können. Das Zolldepartement hat daher auf Grund dieser Verhandlungen den Transitveredlungsverkehr für rohe englische Baumwollmousseline zum Mercerisieren und Ausrüsten gestattet, jedoch um den Befürchtungen der Weberei tunlichst Rechnung zu tragen, ausdrücklich nur auf Zusehen hin und mit der Beschränkung auf Ware von 112—120 cm Rohbreite mit einer Fadenzahl von nicht mehr als 24 Zettel und 23 Schuss per $^1/_4$ Zoll frz. = $^{18}/_{17}$ per 5 m/m und einer Garnnummer nicht feiner als $^{80}/_{120}$. Unter dieser Einschränkung hat sich auch der Spinner-, Zwirner- und Weberverein mit der Bewilligung einstweilen abgefunden.

Vor eine ebenso folgenschwere Entscheidung sieht sich die Zollbehörde gestellt infolge eines Gesuches der ostschweiz. Stickereiindustrie um Bewilligung der **Freipassabfertigung im passiven Veredlungsverkehr für Stickwaren** zum Ausrüsten im Vorarlbergischen. Das Gesuch ist darauf zurückzuführen, dass die schweiz. Ausrüstanstalten sich zu einem Verbande zusammengeschlossen haben, um die Preise zu reglieren, wodurch die Stickereiindustrie ihre Interessen bedroht sah. Die Sache war auf Ende des Berichtsjahres noch nicht genügend abgeklärt, so dass ein Entscheid bis zu jenem Zeitpunkte nicht getroffen werden konnte.

Französische Seidenproduktion. Das abgelaufene Jahr brachte durch die andauernde Ungunst der Witterung, die der Seidenraupenzucht sehr schadet, auch einen recht empfindlichen Ausfall in der Seidenerzeugung. Gemäss der vom französischen Ackerbauminister veröffentlichten Statistik hat der Seidenertrag aus Kokons im Jahre 1910 noch nicht die Hälfte des Vorjahrsertrages erreicht. Ein Vergleich der letzten Jahre ergibt folgendes Bild:

	Seidenraupen-Züchter	Unzen aufgezogener Eier	Kilogramm geernteter Kokons
1910	114,282	178,719	4,269,709
1909	119,067	183,181	8,546,526
1908	123,804	187,073	8,409,299
1907	124,463	188,360	8,396,201
1906	122,045	178,303	7,520,477
1905	123,761	189,279	8,009,398
1904	125,244	183,443	7,825,485

Das Ergebnis des Jahres 1910 ist derart ungünstig, dass man bis zum Jahre 1876 zurückgreifen muss, um einen derart umfangreichen Ertragsausfall nachzuweisen. Damals allerdings bezifferte sich die gesamte Jahresseidenproduktion auf nur 2,396,000 kg.

— **Presse.** Im Verlag Dr. Gustav Grunau in Bern erscheint am 7. April nächsthin **„Der Samariter“**, Korrespondenzblatt für schweizerische Samaritervereine, monatlich zwei Nummern (am 7. und 21.), je 8 Seiten Quart. Jahresabonnement Fr. 1. 80. Verschiedene Samaritervereine haben das Organ bereits obligatorisch erklärt.

Régie des annonces: HAASENSTEIN & VOGLER

Anzeigen — Annonces

Annoncen-Regie: HAASENSTEIN & VOGLER

Ausschreibung von Bauarbeiten

Ueber die **Erd-, Maurer-, Steinhauer-, Zimmer-, Spengler-, Holzcementbedachungs-, Glaser-, Schlosser-, Maler-** und **Pflästerungsarbeiten,** sowie über die **Erstellung** der **Blitzableitungen** zu einem

neuen Zeughaus in Winterthur

wird Konkurrenz eröffnet. Pläne, Bedingungen und Angebotformulare sind bei der **eidg. Bauinspektion** in **Zürich** (Clausiusstrasse 37) aufgelegt. (2110 Y) (685)

Uebernahmsofferten sind verschlossen unter der Aufschrift: **„Angebot für Zeughaus III, Winterthur“** bis und mit **25. März 1911** franko einzureichen an die

Direktion der eidg. Bauten.

Bern, den 10. März 1911.

Druck-sachen in allen Sprachen
Arabisch, Hebräisch, Griechisch, Syrisch, Türkisch, Persisch, Russisch, Armenisch, alle slawische Sprachen und Esperanto.
Illustrierte Kataloge für den Export
in Russisch, Englisch, Französisch, Spanisch, Portugiesisch und Italienisch liefert korrekt und zu mässigen Preisen
Buchdruckerei für fremde Sprachen
A.-G. Neuenschwander'sche Buchdruckerei, Weinfelden.

Thurg. Hypothekenbank in Frauenfeld

Die Generalversammlung der Aktionäre unserer Anstalt vom 4. März 1911 hat die

Erhöhung des bisherigen Aktienkapitals v. 16 Millionen auf 20 Millionen Franken

beschlossen.

Prospekte und Zeichnungsscheine können von heute an bei den **Kassen unserer Hauptbank** und den **Zweiganstalten,** sowie bei den Zahlstellen in **Basel, Bern, Glarus, Schaffhausen, St. Gallen** und **Zürich** bezogen werden.

Frauenfeld, den 13. März 1911.

(F 2784 Z) 698, **Die Direktion.**

(890.)

Guyer's Tabellen
Separat-Ausgaben für **Tageszinse, Monatszinse, Jahreszinse** und **Zinszahlen** sind anerkannt **praktisch** und **genau.**
Ausführliche Prospekte und Tabellen durch (Hc 1279 Z) (692.)
J. Guyer-Wegmann, Zürich-Oberstrass.

Amerik. Buchführung lehrt gründl. durch Unterrichtsbriefe. Erfolg gar. Verl. Sie Gratisprospekt. H. Frisch, Bücherexperte, Zürich, S. 15. (29

Ville de Genève

Avis aux porteurs d'obligations de la Ville de Genève 1900

Obligations de 500 francs remboursables au pair

Le conseil administratif informe les porteurs de ces titres que le sort a désigné, pour être remboursées le 1er avril 1911, les obligations portant les numéros suivants:

198	2466	4371	6456	9286	11836	14896	17593
222	2489	4457	6774	9427	12110	14935	17916
256	2522	4937	6781	9768	12395	15069	18070
594	2532	4969	7411	9991	12578	16100	18235
719	3099	5102	7453	10080	12804	16556	18267
851	3364	5159	7694	10148	12806	16641	18709
1111	3665	5162	7998	10642	13015	16651	18753
1149	3682	5227	8011	10863	13069	16738	18865
1186	3746	5472	8047	10900	13109	16862	18947
1192	3993	5681	8151	10957	13380	16863	18959
1513	4058	5749	8266	11444	13576	16868	19039
1766	4135	5765	8405	11529	13577	16990	19314
1810	4218	5779	8508	11585	13805	17036	19429
2094	4261	6383	8509	11655	14304	17242	19448
2136	4350	6400	8788	11679	14559	17436	
2281	4356	6428	8876	11766	14581	17513	

Ces obligations seront remboursées contre la remise des titres munis de leurs coupons non échus, dès le **1er avril 1911,** à la **Caisse Municipale,** rue de l'Hôtel-de-Ville, nº 4, au 1er étage.

Les obligations ci-après sont sorties antérieurement et n'ont pas été présentées au remboursement; elles cessent de porter intérêt depuis le tirage: (1788 X) 691

Tirage du 1er octobre 1909: Nos 1788, 5905.

Tirage du 1er octobre 1910: Nos 1420, 1896, 2818, 5646, 6573, 6918, 10919.

Genève, le 7 mars 1911.

Le Secrétaire général du conseil administratif:
Ed. Chapuisat.

Ueber 100 Occasion-

Schreibmaschinen

billig zu verkaufen

Wir haben eine sehr grosse Auswahl in **gründlich revidierten Occasion-Maschinen** aller Systeme und in jeder Preislage. 22,

Jeder Interessent für eine Occasion-Schreibmaschine kann bei uns etwas seinen Wünschen Entsprechendes finden.

Verzeichnis der vorhandenen Maschinen gratis und franko. Wiederverkäufer erhalten Rabatt.

The Smith Premier Typewriter Co., Zürich
Bern, Basel, Genève, Lausanne

Compagnie des Tramways de Neuchâtel

Les obligations de la Cie. dont les numéros suivent, ont été désignées par le sort pour être remboursées:

Au 30 juin 1911, chez MM. Berthoud & Cie. et à la Banque Cantonale Neuchâteloise:

Emprunt 1903: 76, 115, 147, 230, 365, 415, 422, 435, 528, 551, 621, 675, 757, 763, 771, 808, 855, 1008, 1059, 1062, 1130, 1406, 1587.

Au 1er septembre 1911, chez MM. Berthoud & Cie.:

Emprunt 1897: 78, 122, 137, 259, 315, 350, 380, 421, 443, 488, 491.
Emprunt 1899: 2, 15, 44, 217, 245.
Emprunt 1906: 25, 50, 187, 188, 203, 270.

Au 31 décembre 1911, à la Banque Cantonale Neuchâteloise:
Emprunt 1896 N. C. B.: 96, 188, 190, 321, 423, 467.

(2756 N) (686l) **La Direction.**

Bank in Glarus

Coupon Nr. 14 unserer Aktien wird mit **Fr. 28 = 7 %** eingelöst, ausser an **unserer Kasse,** bei der
Schweizer. Kreditanstalt, Zürich;
Basler Handelsbank, Basel. (354 Gl) (674.)

Société de l'Industrie des Hôtels

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires

est convoquée pour le **Mercredi 22 mars,** à 3½ h., à l'**Hôtel des Bergues,** à **Genève**

ORDRE DU JOUR:

1º Rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1910;
2º Rapport des commissaires-vérificateurs;
3º Votation sur les conclusions de ces rapports; (1658 X) 625,
4º Election de deux administrateurs.
5º Nomination des commissaires-vérificateurs.

Pour pouvoir être représentées à l'assemblée générale, les actions doivent être déposées, jusqu'au 21 mars, à la caisse de MM. **Galopin, Forget & Cie,** banquiers, **66, rue du Stand.**

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 1910, approuvés par MM. les commissaires-vérificateurs, sont à la disposition de MM. les actionnaires, à l'adresse ci-dessus.

A. G. Hotel & Kurhaus Weissbad

Generalversammlung

Montag, den 27. März 1911, nachmittags 1 Uhr
im Hotel Weissbad

Traktanden:

Die statutarischen Geschäfte.

Der Rechnungsabschluss nebst Bericht liegt vom 20. März an auf dem Bureau des Hotels den Aktionären gegen Ausweis zur Einsicht auf. Der Geschäftsbericht kann ebendaselbst bezogen werden. (682) (1083 G)

Appenzell, den 9. März 1911.

Der Verwaltungsrat.

Das Durchschreibe-Verfahren

Marke „Matterhorn"

macht das lästige Kopieren freie der Verwendung von Tinte überflüssig. Man schreibt mit einem Achatstift in sofort trocken glänzendes, sauberes und scharfes Kopien. Das „Matterhorn" Durchschreibe-Verfahren ist einwandfrei für Briefe, Rechnungen, Mitteilungen, Postkarten, Preis-Listen, Offerten u. a. Die für den Handel, auffälliges Lager in allen Größen, Schraubenfertigungen in kürzester Frist.

Allein-Verkaufsstelle:

GEBRÜDER
SCHOLL
Poststr. 3 ZÜRICH b. Paradepl.

631 (1187 Z)

KOHLENSTIFTE

Bemusterte Offerten auf Anfrage

(200 Z) (57)

Electrocarbon A.-G.
Niederglatt Kanton Zürich

● Wegen Aufgabe des Geschäftes ●

ist sofort das noch bestehende Warenlager in

Tuch und Halbleinstoff, Arbeiterkleider, besser. Konfektion, sowie sämtliche **Ladenmöbel zu verkaufen.**

Preis nach Uebereinkunft. Handelsmänner, welche auf das Sämtliche reflektieren, erhalten den Vorzug. Sich zu wenden an

(1193) (Lz) **M. Brunner, Handlung, Hochdorf** 695,

Fabrikmarken
und deren Deponierung beim eidg. Amt
Ueber 4000 Marken wurden ausgeführt u. deponiert.
F. Homberg (112
Graveur-Medailleur, in Bern

Sprachen-Institut
für junge Männer
Prof. Dr. Augustin
:: :: :: **Lugano** :: :: ::
Staatl. beaufsicht. Mod. Sprachen u. and. Fächer. Sommerdépend (11480) in Sent (Engadin). 464,

---

Institut Minerva
Zürich. Rasche u. gründl. Vorbereitung auf Polytechnikum und Universität (Maturität). (1561 Z) 826

Die besten u. billigsten **Damen- u. Herren-Uhren** erhalten Sie direkt von der Fabrik
Georges-Jules Sandoz
Nachf. von J. Calame-Robert
Firma gegr. in 1820
50 Rue Léopold Robert 50
La Chaux-de-Fonds (619)

Verlangen Sie Katalog, Preisofferten u. Mustersendungen. (26343 C)

Nationalökonom 647,

Dr. rer. pol. 34 Jahre alt, energische zielbewusste Persönlichkeit, **sucht passende Stellung** i. Ind., Bank od. wirtsch. Verband, auch Ausland. Deutsch, Engl., Franz. Kaution i. bel. Höhe. Einarbeitung als Vol. nicht ausgeschlossen. — Off. u. **M 1095 L** an **Haasenstein & Vogler,** Lausanne (Schweiz).

Handtücher 3030

aller Art mit waschecht **eingewebtem :: :: Namen :: ::** des betreffenden Etablissements erstellen billigst als Spezialität:

Müller & Co, Leinenweberei
— Langenthal, Bern —

MARQUES DE FABRIQUE & MODÈLES etc.
CLICHÉS-ESTAMPES-CACHETS
POINÇONS!
EXPÉDIÉ EN 24 HEURES
MOTRICE
F. CHOPARD, TÉLÉPHONE 6/11
CHAUX-DE-FONDS - Léopold Robert 26

Bücher-Revisionen

Neu-Einrichtung, Instandstellung vernachl. Buchhaltung. Nachtragungen **E. Muggli-Isler,** Bücherexp., **Zürich IV** (Nachf. von O. Schär). (377 Z) **141,**

Schöne Makulatur bei Haasenstein & Vogler

Impérial-Palace-Hôtel de la Paix
Lugano-Paradiso

Vornehm., ruhig. Familienhotel in prächt., eigen. Park u. erhöhter Lage, mit wunderb. Aussicht. Mod. Komfort. Garage. Pension v. Fr. 9 an. Prospekt frei. Besitzer: **W. Bürgi.** (1174 O) 485

Schuldenruf

Ueber die Verlassenschaft des unlängst verstorbenen **Emil Dotta** von **Airolo**, gewesener Wirt zur «Sonne» in Gerliswil, Emmen, wurde auf Verlangen des Teilungsoffiziums von Emmen, namens der Erben, der gerichtliche Schuldenruf bewilligt, mit **Eingabefrist bis und mit dem 1. April 1911 bei der Gerichtskanzlei Rothenburg in Eschenbach.**

Es ergeht daher hiemit an die Gläubiger des Verstorbenen die Aufforderung zur rechtzeitigen Eingabe ihrer Ansprachen, unter Androhung der gesetzlichen Folgen im Unterlassungsfalle. 680,

Eschenbach, 10. März 1911.

Pro Gerichtskanzlei.
Der Gerichtsschreiber: **Waldispühl.**

Société a. des Grands Magasins du Progrès Cairo

Ordentliche Generalversammlung

Montag, den 27. März 1911
im Kaufmännischen Vereinshaus, St. Gallen

Traktanden:

1. Abnahme der Jahresrechnung, Gewinn- und Verlustrechnung und des Geschäftsberichtes für das Geschäftsjahr 1910.
2. Bericht der Kontrollstelle. (1103 G) 690,
3. Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat.
4. Genehmigung der vom Verwaltungsrat getroffenen Ergänzungswahl.
5. Wahl der Kontrollstelle.
6. Beschlüsse betreff Eintragung in St. Gallen.

St. Gallen, den 10. März 1911.

Der Verwaltungsrat.

Lugano-Monte San Salvatore-Bahn

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Montag, den 27. März 1911, nachmittags 2 Uhr
im Saale des Restaurants auf dem Monte San Salvatore
Abfahrt von der Station Paradiso: **1.30** nachmittags

Verhandlungsgegenstände:

1. Bericht des Verwaltungsrates.
2. Abnahme der Jahresrechnung und der Bilanz für das Betriebsjahr 1910 und diesbezügliche Vorschläge.
3. Bericht der Rechnungsrevisoren und Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat. (1638 O) 687
4. Wahl der Rechnungsrevisoren.

Um an der Versammlung teilnehmen zu können, haben die Herren Aktionäre ihre Aktien, mindestens zehn Tage vorher, mit Bordereau versehen, zur Empfangnahme der Zutrittskarten bei der

Banca della Svizzera Italiana in Lugano

vorzuweisen.

Die Zutrittskarten berechtigen zur freien Auf- und Rückfahrt auf den Monte San Salvatore am Tage der Generalversammlung.

Lugano, 11. März 1911.

Namens des Verwaltungsrates
der Lugano-Monte San Salvatore-Bahn,
Der Präsident:
Blankart.

Basellandschaftliche Hypothekenbank

Dividendenzahlung

Die Dividende für das Jahr 1910 kann gegen Abgabe des **Coupon Nr. 61** mit 700,

Fr. 22 per Aktie

an unsern Kassen in Liestal, Basel oder Gelterkinden bezogen werden.

Den Coupons ist ein Nummernverzeichnis, für welches Formulare an den Schaltern erhältlich sind, beizulegen.

Liestal, 13. März 1911.

Die Direktion.

COMMUNE DE VEVEY

Emprunt 3½ % 1888
Remboursement des titres

Les 18 obligations dont les numéros suivent, seront remboursées le **30 juin 1911**, au siège de la **Banque Cantonale Vaudoise, à Lausanne,** ou par ses agences dans le Canton de Vaud.

Numéros: 112, 220, 275, 385, 399, 414, 419, 479, 504, 507, 517, 542, 562, 573, 584, 613, 639, 679. (21552 L) (693!)

Vevey, le 4 mars 1911.

Secrétariat municipal.

Bodenkreditbank in Basel

Aktienkapital: Fr. 10,000,000, wovon Fr. 6,250,000 einbezahlt

Wir sind bis auf weiteres Abgeber von (891 Q) 319,

4¼ % Kassaobligationen

auf den Inhaber oder auf Namen lautend, auf 3 oder 5 Jahre fest und nachheriger, gegenseitiger sechsmonatlicher Kündigung.

Einzahlungen auf diese Obligationen werden entgegengenommen

an unserer Kasse, Aeschenvorstadt 72

sowie in

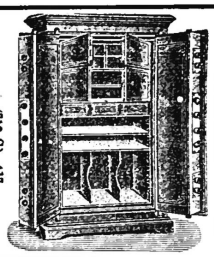
Basel: beim **Schweizerischen Bankverein** und seinen **Depositenkassen,**
bei der **Bank von Elsass und Lothringen,**
bei dem **Bankhaus R. N. Brüderlin,**
Zürich: „ „ **Schweizerischen Bankverein** und seiner **Depositenkasse,**
St. Gallen: „ „ **Schweizerischen Bankverein,**
Genf: „ „ „ „
„ „ **Bankhaus Bordier & Co.,**
Biel: „ „ **Schweizerischen Bankverein,**
Rorschach: „ „ „ „
Chiasso: „ „ „ „
Herisau: „ „ „ „

Die Direktion.

Komplette Bureau-Einrichtungen

Bureaumöbel jeder Art :: Kassenschränke
Akten-, Bücher- und Zeichnungenschränke
Moderne Karten-Registraturen
Korrespondenz - Registraturen
Illustrierte Preislisten gratis
Markwalder & Ganz, St. Gallen

(712 G) 417



Aktiengesellschaft Schweizerischer Granitwerke in Bellinzona

Die Herren Aktionäre werden zu der am
Montag, den 27. März 1911, nachmittags 2 Uhr
im Saale des **Hotel Schweizerhof** in **Bellinzona** stattfindenden
ordentlichen Generalversammlung
eingeladen.

Traktanden:

1. Bericht des Verwaltungsrates und der Herren Revisoren über das Geschäftsjahr 1910. Genehmigung der Bilanz per 31. Dezember 1910 und Entlastung an die Gesellschaftsorgane.
2. Neuwahl des Verwaltungsrates und der Rechnungsrevisoren wegen Ablauf der Amtsdauer.
3. Diverses. (1616 O) (683!)

Die Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung und der Bericht der Kontrollstelle liegen ab **19. März 1911** zur Einsicht der Aktionäre im Domizil der Gesellschaft in **Bellinzona** auf. Zutrittskarten zur Generalversammlung werden gegen Deponierung der Aktien ausgeliefert: in **Bellinzona:** in unserem Bureau und bei der tit. Tessiner Kantonalbank; in **Lugano:** bei der titl. Bank der italienischen Schweiz; in **Locarno:** bei der titl. Bank Credito Ticinese; in **Basel, Zürich** und **St. Gallen:** beim titl. Schweiz. Bankverein. Die Deponierung der Aktien hat bis am **22. März 1911,** abends 4 Uhr, stattzufinden. Nach diesem Termin werden keine Aktien zur Deponierung mehr zugelassen und keine Zutrittskarten mehr ausgegeben.

Bellinzona, den 9. März 1911.

Der Verwaltungsrat.

Schweiz. Liegenschaftsgenossenschaft Zürich

Einladung zur Generalversammlung

auf Samstag, den 25. März 1911, vormittags 11 Uhr
im Lagerhaus der Magazine zum Globus, Hohlstrasse Nr. 176, in Zürich III

Traktanden:

1. Abnahme des Jahresberichtes und der Jahresrechnung pro 1910/11 und Entgegennahme des Berichtes der Rechnungsrevisoren.
2. Beschlussfassung über Verwendung des Reingewinnes und Décharge-Erteilung an den Vorstand. (697;)
3. Wahl von 2 Rechnungsrevisoren und 2 Suppleanten.

Die Jahresrechnung sowie der Bericht der Revisoren liegt vom **14. März** l. J. ab auf dem **Bureau im Lagerhaus der Magazine zum Globus,** Hohlstrasse Nr. 176, **Zürich III** zur Einsicht der Inhaber von Anteilscheinen auf, woselbst auch die Stimmkarten bis und mit **22. März** gegen genügenden Ausweis über den Besitz von Anteilscheinen bezogen werden können.

Zürich, den 12. März 1911.

Für den Vorstand,
Der Präsident:
Gustav Gossweiler.

Van Baerle's

Kesselsteinsoda Marke S. S.

Bestes und billigstes Mittel gegen Kesselsteinansatz im Dampfkessel

Man verlange Prospekt! (179)

Alleinige Fabrikanten:

Gebr. van Baerle, Fabrik chem.-techn. Produkte, **Münchenstein bei Basel**

Società delle „Ferrovie Luganesi"

Avviso di convocazione

L'ASSEMBLEA ORDINARIA

degli azionisti della **Società delle „Ferrovie Luganesi"** è convocata per **martedì, 28 corr.,** alle ore 10 ant., nella **sala delle Tramvie Luganesi** (Casa Ruggia, Via alla Cattedrale), gentilmente concessa, con le seguenti (1670 O) (688.)

TRATTANDE:

1° Esame ed approvazione del bilancio per l'esercizio 1910 in base al rapporto del consiglio di amministrazione e dei revisori.
2° Nomina di tre membri del consiglio di amministrazione uscenti per turno.
3° Nomina dell' ufficio di controllo.

Il bilancio, il conto profitti e perdite ed il rapporto dei revisori saranno visibili nell' **ufficio della società** (Casa Pagnamenta, Lugano), a datare dal **18 corrente.**

Lugano, 13 marzo 1911.

Consiglio di amministrazione „Ferrovie Luganesi",
Il presidente: Giuseppe Soldati. *Il segretario:* Ing. Francesco Riva.

Papierfabrik Biberist

Die tit. Aktionäre werden hiemit zu einer

ausserordentlichen Generalversammlung

(S 2758Y) 681,

eingeladen auf

Donnerstag, den 30. März 1911, nachmittags 4¼ Uhr

nach **Olten** in's Bahnhofrestaurant.

Traktanden:

1. Kreditbewilligung für Neubauten und Maschinen der Papierfabrik Worblaufen.
2. Unvorhergesehenes.

Biberist, den 10. März 1911.

Namens des Verwaltungsrates,
Der Präsident:
U. Brosi.

Berner Handelsbank

Der Coupon **Nr. 16** pro 1910 ab unsern Aktien wird von heute an mit (2115 Y) 684,

Fr. 25 = 5 %

eingelöst

in **Bern an unserer Kasse,**
» **Basel** bei der **Basler Handelsbank,**
» **Zürich** » » **Schweiz. Kreditanstalt.**

Bern, den 10. März 1911.

Die Direktion.

Bénéfice d'inventaire

Le Président du Tribunal civil du District d'Avenches donne avis qu'il a, dans son audience de ce jour, ordonné le Bénéfice d'inventaire de la succession acceptée d'avance de **Emile-Alfred,** fils de Jean-Samuel **Delorme,** décédé à Vallamand le 3 février 1911. (E. Delorme-Druey, fabricant, à Vallamand et commerce de fers, à Avenches.)

Délai fixé aux créanciers pour intervenir au **Greffe du Tribunal du District d'Avenches,** sous peine de forclusion: **5 mai 1911.** (595)

Avenches, le 3 mars 1911.

Le Président: **A. Tombez.** *Le Greffier:* **Ls. Jaton.**

Société anonyme des Chocolats au lait F.-L. Cailler à Broc

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires

de la **Société anonyme des Chocolats au lait F.-L. Cailler,** est convoquée pour le

samedi, 25 mars 1911, à 3½ heures de l'après-midi

à LAUSANNE, Salle de la Bourse

Ordre du jour:

1° Rapport du conseil d'administration.
2° Rapport des reviseurs. (31259 L) (561)
3° Approbation des comptes et du bilan.
4° Fixation du dividende.
5° Nominations statutaires.

L'établissement de la feuille de présence commencera à 2¾ heures.

Le dépôt des titres se fera jusqu'au **22 mars 1911,** date à laquelle il ne sera plus délivré de carte d'admission:

à **Broc:** au **siège social;**
à **Lausanne:** à la **Banque d'Escompte et de Dépôts** et chez **MM. Girardet, Brandenburg & Cie.;**
à **Vevey:** chez **MM William Cuénod & Cie.,**

qui délivreront les cartes d'admission à l'assemblée.

Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport de MM. les contrôleurs seront déposés **au siège social, à partir du 15 mars,** où MM. les actionnaires peuvent en prendre connaissance en justifiant de leur qualité.

Broc, 24 février 1911.

Au nom du conseil d'administration.
Le vice-président: **J. GIRARDET-NEY.** Le secrétaire: **A. CAILLER.**

Banque Populaire du district de Moutier

Les actionnaires sont convoqués en (699.)

assemblée générale ordinaire

sur lundi, 27 mars 1911, à 2¼ heures après-midi

au Schweizerhof, à Moutier

TRACTANDA:

1° Rapport sur la marche de l'établissement et de la Fabrique de Machines.
2° Reddition des comptes de 1910 et rapport des contrôleurs.
3° Répartition des bénéfices et décharge aux organes de la société.
4° Rapport sur les démarches faites en vue de la vente de la Fabrique de Machines, éventuellement autorisation au conseil d'administration de vendre la dite fabrique.

Le bilan, le compte de profits et pertes et le rapport des contrôleurs sont, **dès ce jour** à la disposition des actionnaires, au **bureau de la Banque Populaire, à Moutier.**

Moutier, le 11 mars 1911.

Le comité de direction.

Magazine zum Globus A. G. Zürich

Einladung zur Generalversammlung

Die Aktionäre unserer Gesellschaft werden hiemit zu der **Samstag, den 25. März 1911,** nachmittags 3 Uhr, im **Lagerhaus der Magazine zum Globus,** Hohlstrasse Nr. 176, in **Zürich III** stattfindenden **ordentlichen Generalversammlung** eingeladen.

Tagesordnung:

1. Konstatierung der Einzahlung von 20 % und des Agios der Neuemission von 1 Million Stammaktien.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung pro 1910/11.
3. Bericht der Kontrollstelle.
4. Décharge-Erteilung an die Verwaltungsorgane.
5. Beschlussfassung über die Verteilung des Reingewinnes und Festsetzung der Dividende.
6. Wahl der Kontrollstelle. (696.)

Die Jahresrechnung sowie Gewinn- und Verlustrechnung samt dem Bericht der Kontrollstelle sind vom **14. März** l. J. ab auf dem **Bureau im Lagerhaus der Magazine zum Globus,** Hohlstrasse Nr. 176, **Zürich III** zur Einsicht der Aktionäre aufgelegt, woselbst auch die Stimmkarten bis und mit **22. März** gegen Deponierung der Aktien oder genügenden Ausweis über den Aktienbesitz bezogen werden können.

Zürich, den 12. März 1911.

Für den Verwaltungsrat:
Gustav Gossweiler.

Buchdruckerei H. JENT & Co. in Bern — Imprimerie H. JENT & Co., à Berne